

La folie meurtrière stoppe la démocratie au Burundi

Le bain de sang au Burundi n'est pas une victoire de la démocratie ni sur la démocratie au Burundi. Le 21 octobre 1993, au lendemain du putsch qui a basculé Bujumbura dans l'horreur et jour de la mort du président élu, Melchior Ndadaye, le temps était suspendu. Tout le monde s'était réveillé dans un silence total, après une nuit ponctuée des coups de feu et d'artillerie lourde. Même la radio s'était tue. Un témoin qui veut garder l'anonymat nous a relaté les temps forts de cette folie meurtrière, des putschistes qui ont pris le pouvoir à Bujumbura et renversé le président Melchior Ndadaye.

Qui en est l'auteur ?

Depuis cette date, aucune précision sur l'auteur du putsch ! Toutes les analyses sont faussées lorsqu'on jette un regard sur l'armée ! Une armée de 15.000 hommes, citée en exemple de patriotisme et de disciple fidèle du processus démocratique au Burundi. Alors que la réalité est tout autre. C'est une armée où les sous-officiers et les soldats commandent et où les cadres supérieurs ne s'occupent pas trop de l'aspect militaire de leur vie mais utilisent plutôt leurs grades pour faire des affaires et s'adonner aux combines ! Notre témoin s'est interrogé à juste titre sur cette considération qui pouvait bien être une des causes lointaines du putsch !

En effet, tout le monde doutait du coup d'Etat dans la "jet society" à Bujumbura. On en a parlé même lors du dernier Conseil de ministres et de sécurité présidé par Ndadaye. Personne n'avait pris la rumeur au sérieux. Quand bien même les soupçons pesaient sur les "putschistes" de juillet dernier : Busokoza, Ningaba et Bucumi. Sans oublier Ngeze dont l'armée s'est servi comme bouclier pour diriger le Conseil

National du salut public après le coup d'Etat. Personne ne sait à Bujumbura qui a mijoté ce coup d'Etat ! Même le chef d'Etat major le lieutenant-colonel Bikomagu se garde de pointer du doigt quelques officiers ;

Comment Ndadaye est mort !

Plusieurs versions sont données sur la mort du président Ndadaye qui était exhumé deux fois et que l'on va enterrer ce 10 décembre 1993 avec l'aide de la coopération belge. En effet, de source sûre l'on apprendra que la coopération belge a fait venir de la Belgique un cercueil approprié à cet effet. L'on avait déterré d'un cimetière militaire la dépouille de Ndadaye, en présence d'un représentant de l'Ambassade Belge alors qu'il avait été enterré quelques jours plus tôt en présence d'un délégué de la Croix-rouge dans un vulgaire cimetière. Contrairement au récit du quotidien français "Libération" sur la mort de Ndadaye, son corps n'a jamais été mutilé. Cependant, plusieurs témoignages dont celui de notre interviewé concordent : Ndadaye a été assassiné le 21 octobre à 10 h au camp de Mwazo et non à Bujumbura par des sous-officiers et hommes des troupes qui avaient pris soin de séquestrer leurs cadres dans un "mess des officiers". La veille, quelques unités ont attaqué le Palais.

La garde présidentielle s'y est opposée. Elle avait évacué le président dans un auto-blindé mais n'a pu se diriger à l'ambassade de Belgique, lieu indiqué pour s'y réfugier. C'est alors que Ndadaye se retrouvera dans un camp militaire des para-commandos alors que sa famille sera sauvée par le Chef d'Etat major ! Ont partagé le triste sort du chef de l'Etat : M. Potien

Karibwami, Président au parlement, le Vice-président du parlement Giles Bimazubute, le ministre de l'Administration territoriale, Juvénal Ndayikeza et l'administrateur général de la Documentation Richard Ndikumwami.

Sur le terrain

Les ministres ont quitté l'ambassade de France et se sont installés dans l'hôtel "Club des vacances". Ils sont protégés par 15 gendarmes Français venus pour former une unité burundaise en vue d'assurer la garde rapprochée des autorités et de redonner confiance aux gens suite au débâcle observé après le 21 octobre. Cela marque la reprise en main des activités du gouvernement. Mais cela également confirme que l'ONU et l'OUA ne sont pas pressés, faute de moyens à l'appel lancé par le premier ministre : "Nous n'avons pas de solution miracle mais peu de moyens. Nous en appelons à la conscience des militaires principalement des camps de Gitega, Karusi, Ruyigi et de Mwazo qui continuent à terroriser la population".

Cet aveu d'impuissance de Sylvie Kinigi donne à croire que le gouvernement n'a pas le contrôle de l'armée surtout lorsqu'on sait que le gouverneur de la Province de Kirundo a été aussi dernièrement assassiné ! Cette assertion est exacte, d'autant que le gouvernement avait envoyé sur le terrain certains ministres moins exposés, les représentants du peuple certains volontaires de la société civile et même les militaires. Notamment le ministre de la défense Ntakiye et le secrétaire d'Etat à la sécurité, le major Cakorigo. Ces mesures ont des effets limités dit-on dans la mesure où l'administration est déstructurée. Sur 15 provinces du pays, il y a 38 administrateurs et gouverneurs, 68

absents et 3 morts. Les autres sont en exil ou en cachette !

Quel gâchis !

Mais le tissu social est déchiré au Burundi. Gitega est une ville-fantôme après le vent dévastateur de pillage et de massacre. Même le building de l'IRAZ n'a pas été épargné. Plusieurs de nos compatriotes zairais y ont laissé leur vie. Cela a occasionné l'afflux des déplacés dans 4 camps dont ceux de l'OCIBU et de l'Archevêché où 1.200 déplacés Tutsi et Hutu confondus s'étaient réfugiés. L'armée aidée par des jeunes Tutsi "nettoie" les collines environnantes en quête des Hutu. Qui préfèrent s'exiler au Rwanda, en Tanzanie ou au Zaïre. Ce qui s'est passé à Gitega a été vécu à Kirundo, Ruyigi et Karusi. M. Philippe Gaillard, le délégué de la Croix-rouge belge au Rwanda qui avait fait la route Butare-Bujumbura et a survolé en hélicoptère une bonne partie du Burundi a déclaré ce qui suit : "Le pays est à feu et à sang. Nous avons vécu des moments dramatiques, adolescents et élèves d'une école brûlés, les cadavres jonchaient le sol après des bagarres avec des machettes et des lances ! Nous avons survolé pendant 10 minutes un écran de fumée, occasionné par des campagnes en feu".

C'est sur cette base que nous avons pu avoir une idée exacte sur l'ampleur du drame. A partir du 27 octobre, nous sommes sortis de Bujumbura pour l'intérieur. Les paysans avaient barré les routes pour empêcher les militaires de sillonner".

Un dixième de la population déclarée réfugiée

Après ces tueries, le Burundi qui vit sur les rumeurs fait le compte de ses déplacés. Selon certaines sources, les 700.000 réfugiés dont 430.000 au Rwanda, 230.000 en Tanzanie et 70.000 au Zaïre sont dénombrés. A l'intérieur du Burundi, le chiffre de 130.000 personnes déplacées est avancé. Le HCR-Genève a lancé des cris d'alarme sur les conditions d'hébergement précaires dans les centres d'accueil. La plupart des camps sont sans installation sanitaire et on y retrouve exclusivement les déplacés tutsi. Tandis que les Hutu s'exilent, au Rwanda, en Tanzanie et au Zaïre. En plus le Burundi héberge lui-même environ 35.000 réfugiés Rwandais pour la plupart des Tutsi, qui vivent aujourd'hui dans la peur.

Après ce putsch, le Burundi est divisé par la haine ethnique sans précédent. C'est un pays comme l'avait dit notre témoin dont les provinces aux milliers d'habitants sont tuées par leurs concitoyens ou par l'armée. Les témoignages les plus divers confirment les récits d'atrocités des militaires, souvent aidés par la population Tutsi commise sur la population Hutu ou vice-versa ! Les Hutu règlent les comptes aux Tutsi comme dans certaines écoles. Mais qui a déclenché cette folie meurtrière ? N'est-ce pas l'Armée ou une partie de celle-ci ? Et ne pouvait-on pas prévoir les réactions en chaîne d'une telle violence ? Ou c'était intentionnellement voulu ? Comment expliquer par exemple que des enfants et des jeunes puissent tuer froidement leurs condisciples ou leurs enseignants ? Des voisins ou des parents des amis ? C'est dire que le discours sur l'unité nationale n'était qu'une simple déclaration de guerre et qu'il n'existe pas encore une nation au Burundi !

Eyenga Sana

SIEGE SOCIAL : KILIBA/KIVU
N.R.C. : 023 UVIRA
ID. NAT. : A.02004 D
TELEX : 21.491/SUCKI/KIN

Adresses postales

BUKAVU : B.P. 665
UVIRA : B.P. 74
BUJUMBURA (BURUNDI)
B.P. 1260



BUREAUX DE REPRESENTATION :

KINSHASA
AV. MFUMU LUTUNU N° 4744
KINSHASA/GOMBE
B.P. 2277 KINSHASA 1
TEL. 20449 - 20510

BUKAVU
AV. Pd. MOBUTU N° 144
ZONE D'IBANDA
TEL. 2812

SUCRERIE DE KILIBA

SES ACTIVITES :

Plantation de cannes à sucre
Fabrication et commercialisation du sucre raffiné cristallisé et de son sous-produit la MELASSE
Recherches agronomiques sur les variétés des cannes

Pour votre santé et votre joie de vivre, goûtez et faites goûter
LE SUCRE RAFFINE DE LA SUCRERIE DE KILIBA

Grand fournisseur du sucre raffiné et de la mélasse au Zaïre
Desservant actuellement les régions du Kivu, du Shaba et les deux Kasai